

Stephen J. CIMBALA et Peter K. FORSTER, 2010, *Multinational Military Intervention. NATO Policy, Strategy and Burden Sharing*, Burlington, VT, Ashgate, 233 p.

Justin Massie

Volume 42, numéro 3, 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1006227ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1006227ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Massie, J. (2011). Compte rendu de [Stephen J. CIMBALA et Peter K. FORSTER, 2010, *Multinational Military Intervention. NATO Policy, Strategy and Burden Sharing*, Burlington, VT, Ashgate, 233 p.] *Études internationales*, 42(3), 406–408. <https://doi.org/10.7202/1006227ar>

Faut-il également destiner un territoire plus ou moins étendu à jouer un rôle hydrologique particulier, à l'exemple des politiques autour des bassins versants, de la mécanisation de l'agriculture ?

L'ouvrage propose en outre une étude sur la gestion intégrée des ressources en eau par bassin (Burton) avant que les deux auteurs principaux de cette somme présentent plusieurs études de cas.

Nous l'aurons compris, cet ouvrage est particulièrement riche et ouvert de questionnements. Il est aussi un outil remarquable pour les étudiants universitaires.

André DUMOULIN

Université de Bruxelles

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

Multinational Military Intervention. NATO Policy, Strategy and Burden Sharing

Stephen J. CIMBALA et Peter
K. FORSTER, 2010, Burlington, VT,
Ashgate, 233 p.

Au moment où l'OTAN est engagée dans une nouvelle offensive militaire « hors zone », cette fois en Libye, offensive caractérisée par un engagement militaire à géométrie variable selon les États participants, l'analyse de Stephen Cimbala et Peter Forster sur le partage du fardeau arrive à point. En effet, depuis la fin de la guerre froide, l'on assiste à une multiplication inédite d'opérations militaires multilatérales menées par les États occidentaux, un phénomène qui semble n'avoir rien d'éphémère. La problématique de l'ouvrage est d'autant plus pertinente qu'elle s'inscrit dans une littérature florissante qui tente de

cerner autant les raisons derrière les contributions variables des alliés aux nombreuses opérations militaires coalisées que la nature de ces variations et leurs implications pour les interventions multilatérales à venir.

C'est bien davantage à ce second niveau que l'apport de *Multinational Military Intervention* se distingue. L'ouvrage adopte une perspective multidimensionnelle du partage du fardeau en comparant la distribution relative des risques, des coûts et des responsabilités entre alliés, et ce, de l'intervention militaire au Liban au début des années 1980 aux négociations entourant la réduction des armes nucléaires dans l'après-guerre froide, en passant par les guerres du golfe Persique, des Balkans et d'Afghanistan. Au-delà donc de simples analyses comparées des budgets militaires et financiers ou des troupes déployées, l'ouvrage examine de nouveaux aspects que représente le partage équitable des risques et des responsabilités à prendre part à des interventions militaires de plus en plus longues, coercitives et périlleuses. On y aborde ainsi les coûts et les bénéfices liés à de nouvelles dimensions que sont l'influence, la réputation et les pertes humaines.

Si l'objectif des auteurs est d'explorer l'impact du changement systémique (d'un ordre dipolaire à multipolaire) sur le partage du fardeau entre États occidentaux, à travers les perceptions contrastées des menaces et des opportunités, le résultat réside davantage en une description détaillée de chacune des études de cas, de même qu'en une synthèse des nouvelles caractéristiques du partage du fardeau à l'ère dite de la multipolarité. L'ouvrage s'adresse donc au large public de praticiens, analystes et étudiants intéressés moins par les enjeux

de polarité eux-mêmes ou les causes des contributions étatiques disparates à la sécurité collective que par l'évolution des opérations militaires contemporaines, ainsi que des relations transatlantiques et des questions d'équité qui leur sont associées.

Multinational Military Intervention est logiquement composé de sept chapitres, un pour chacun des cas d'étude, ainsi que d'une introduction et une conclusion, lesquelles s'avèrent parmi les contributions les plus intéressantes de l'ouvrage. Les auteurs y précisent leur conception élargie du partage du fardeau. Celui-ci inclut des dimensions nouvelles à l'ère de l'après-guerre froide (bien que le cas d'étude de l'intervention au Liban atteste le contraire), telles que les coûts politiques de la non-intervention, de l'échec d'une intervention, des exigences humaines et financières à entreprendre des efforts d'imposition coercitive (contre-insurrection et contre-terrorisme) et de consolidation à long terme de la paix (*nation-* et *state-building*), ainsi que d'une population en grande partie opposée à l'engagement prolongé.

On y souligne également les raisons pouvant expliquer le manque de volonté à prendre part à une action collective, c'est-à-dire la perception de menaces, les capacités à agir ainsi que les différents intérêts des États. Il est nécessaire de rappeler, toutefois, que ces motivations ne sont pas examinées systématiquement pour chacun des États (les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Allemagne) et chacune des études de cas. Les auteurs insistent néanmoins à plusieurs reprises pour dire que la perception d'une menace à la « crédibilité » ou au « prestige » d'un État ou de l'Alliance atlantique constitue l'une

des motivations d'action principales à contribuer substantiellement aux opérations coalisées.

Le premier cas d'étude – le seul ayant lieu au cours de la guerre froide malgré la volonté de comparaison systématique des auteurs – porte sur la force multinationale déployée au Liban en 1982. Celle-ci serait le fruit d'une volonté de contrer l'influence soviétique grandissante au Moyen-Orient, d'une perte de prestige international des États-Unis, d'une politique d'équilibrage indirect de la France et d'un désir britannique (et français) de maintenir un statut de grande puissance. Les « intérêts nationaux » de chacun de ces États expliqueraient donc le partage variable du fardeau. Ce serait toutefois des raisons financières, de politique intérieure et l'absence d'un mandat des Nations Unies qui expliqueraient le refus de plusieurs autres (Belgique, Turquie, Grèce, Suède, etc.) à prendre part à la mission. L'ambiguïté de celle-ci, se situant à mi-chemin entre une guerre et une opération de paix, de même que des considérations constitutionnelles seraient ainsi à l'origine d'une distribution inéquitable du fardeau au Liban. Ces éléments, tous également observables dans les cas d'étude suivants, ne sont pourtant pas discutés davantage.

Si les cas d'étude du golfe Persique, des Balkans et de l'Afghanistan mettent également l'accent sur les « intérêts nationaux » et sur les perceptions de menace contre ceux-ci (des concepts génériques ayant peu de valeur explicative lorsqu'ils sont aussi peu développés), ils se distinguent par une analyse plus approfondie et largement plus intéressante de la distribution et de la nature évolutive du « fardeau » en question. Ainsi, l'on constate un nécessaire leadership

américain à accepter une part colossale du fardeau politique, militaire, économique et humain, faute de quoi la force multinationale n'aurait tout simplement pas lieu. Les alliés européens offrent avant tout, selon Cimbalà et Forster, une légitimité politique et des capacités de consolidation de la paix après-guerre. Les auteurs appuient donc l'idée conventionnelle selon laquelle le multilatéralisme transatlantique est essentiellement divisé sur une base fonctionnelle entre, d'une part, une Amérique guerrière et, d'autre part, une Europe plus pacifique. Et ce, bien que la Grande-Bretagne et la France soient, à maintes reprises, citées comme des exceptions à cette interprétation. Enfin, cette conclusion semble actuellement contredite par la nature du partage du fardeau entre alliés en Libye ainsi que par l'idée même de multipolarité privilégiée par les auteurs.

Justin MASSIE

*École supérieure d'affaires publiques
et internationales*

Université d'Ottawa, Ontario

**Une guerre difficile.
Points de vue sur l'insurrection
et les Forces d'opérations spéciales**

*Emily SPENCER, 2009,
Kingston/Toronto, Presses de l'Académie
canadienne de la défense/
The Dundurn Group, 327 p.*

Entre *Les 36 stratagèmes* et *La guerre hors limites*, l'ouvrage collectif dont nous parlons ici vient renforcer la littérature existante qui traite des nouvelles formes de guerre, celles que nos armées occidentales doivent apprendre petit à petit et qui nous laissent parfois tellement démunis face à un ennemi pourtant considéré comme si faible et si peu armé.

Ce livre a été édité par les Presses de l'Académie canadienne de la défense, ce qui lui donne un caractère atypique, puisqu'il est destiné au personnel des Forces canadiennes. Il a pour objectif affiché de proposer à ses lecteurs une analyse de diverses situations afin de les éclairer sur l'environnement dans lequel ils évoluent désormais. On aurait pu croire que ce livre s'inscrivait dans la masse des ouvrages plus ou moins bien écrits, qui parsèment nos bibliothèques et encombrant nos étagères sans parvenir à apporter de véritable éclairage sur le sujet abordé. En effet, le thème est éculé, souvent mal traité, parfois trop résumé ; sa complexité le rend difficile à cerner et sa réalité rend son appréhension particulièrement délicate. Le fait de destiner cet ouvrage aux forces armées d'un pays impose d'autant plus de précautions de la part des auteurs et des responsables : il ne conviendrait pas de raconter une histoire qui ne soit pas la bonne !

La nécessaire adaptation des forces armées aux techniques de l'insurrection, voici le thème central de cet ouvrage. La rigueur de la construction du livre a certainement servi à exposer cette thématique : les auteurs sont nombreux, certes, mais pas trop, les thèmes abordés sont classés par ordre évolutif : les bases et références historiques présentées au début de l'ouvrage permettent de mieux comprendre la suite, composée d'exemples concrets, d'analyses de situations.

Le livre aborde ainsi les concepts théoriques de l'insurrection et de la guerre. Les Forces d'opérations spéciales canadiennes (FOSC) étant au cœur du schéma de lutte contre ces nouveaux phénomènes, il est normal que cet ouvrage leur accorde une large part. Plus